

## CONFERENCE DE PRESSE JEAN GLAVANY 21 SEPTEMBRE 2009

A l'occasion de cette rentrée je souhaite faire le point sur quelques dossiers d'actualité au niveau national et local.

### **1. Les dossiers nationaux**

#### **1.1 Les chiffres du chômage**

Je voudrais d'abord aborder les chiffres du chômage qui est la principale préoccupation des français. Avec cette rentrée ce sont près de 200 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail alors même que les chiffres du chômage sont d'ores et déjà dramatiques. Selon les prévisions, le taux de chômage pourrait atteindre 10% d'ici la fin de l'année et ce malgré une baisse de la population active. Notre pays vient de subir un recul historique de l'emploi au premier trimestre 2009 avec 193 000 emplois détruits. L'investissement des entreprises continue de reculer et contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, il n'y a en France aucune reprise.

Les mesures adoptées jusqu'à présent se sont avérées incapables de soutenir la croissance et l'emploi et il est aujourd'hui urgent de mettre en place des politiques publiques efficaces et un véritable plan de relance.

#### **1.2 Le Grand emprunt**

Car ce n'est pas avec le Grand emprunt annoncé par Nicolas Sarkozy que les choses vont s'arranger ! C'est encore un effet d'annonce, une grande illusion, un objet de communication destiné à masquer les déficits considérables liés à une politique économique qui n'a pas pris la mesure de la crise et qui a toujours favorisé les plus aisés.

En effet, seuls les français les plus riches pourront souscrire à cet emprunt et bénéficier de la rémunération et des avantages fiscaux qui lui sont liés. D'autre part, il est clair que cet emprunt se fera au détriment des générations futures qui devront le rembourser.

#### **1.3 Le forfait hospitalier**

Autre coup dur pour les français en cette rentrée : la hausse de 25% du forfait hospitalier. Là encore, les effets pour la population seront catastrophiques. En 5 ans, la droite aura ainsi augmenté de 100% la somme restant à la charge des personnes hospitalisées ! Une telle mesure est profondément choquante et intolérable. Après l'instauration des franchises médicales et les déremboursements, ce sont une fois de plus les plus vulnérables, les malades, qui devront passer à la caisse. Aujourd'hui, 40% des français avouent repousser des soins ou y renoncer pour motif financier, avec cette nouvelle hausse ce pourcentage va encore augmenter, de même que les tarifs des assurances complémentaires.

C'est notre système solidaire de santé qui est remis en cause. A l'heure où, en Amérique, Barack Obama tente de mettre en place un système de santé plus solidaire, en France, Nicolas Sarkozy et son gouvernement s'attachent à le détruire en menant une politique destructrice et injuste qui n'a en outre aucun

effet positif sur les comptes de l'assurance maladie dont le déficit ne cesse de croître.

#### 1.4 La taxe carbone

Dans la lignée des mesures injustes et inefficaces nous avons également la taxe carbone. Je le dis tout net : cette taxe n'est pas critiquable sur le principe ! Mais elle devient injuste et inefficace dans sa configuration actuelle.

En effet, la taxe carbone de Nicolas Sarkozy est :

- injuste socialement car les gros pollueurs c'est-à-dire les entreprises soumises aux quotas d'émission de CO2 sont exclues du paiement de la taxe. Encore une fois, les plus vulnérables payeront plus que les riches car le chèque vert ou le crédit sera versé de la même manière à tous que l'on soit chômeur ou heureux bénéficiaire du bouclier fiscal.

- inefficace d'un point de vue écologique car le gouvernement n'a pas mis en place les mesures nécessaires pour aider les français à changer de mode de consommation. On taxe mais on ne propose pas d'alternative !

Et ce n'est pas en cassant les services publics de proximité, en particulier en milieu rural, que l'on va permettre aux gens de diminuer leurs trajets en voiture.

#### 1.5 La Poste

J'évoquais précédemment la casse des services publics de proximité et nous en avons en ce moment un exemple flagrant avec le changement de statut de la Poste.

Car, sous couvert d'un changement de statut, les français doivent savoir ce qui se prépare ! La Poste va être privatisée et le périmètre du service public postal sera réduit ! Soyons clairs, le changement de statut ne servirait à rien si l'objectif n'était pas l'ouverture du capital et la transformation de la Poste en entreprise comme une autre, avec les mêmes exigences de rentabilité. Cette perspective n'est pas acceptable car la poste assure de nombreuses missions de service public qui ne sont pas compatibles avec un statut privé.

Depuis le début de l'année, 3 bureaux de postes disparaissent chaque jour en France et plus de 7400 emplois ont été supprimés à la Poste.

Nous devons donc nous mobiliser pour stopper cette machine infernale.

## 2 Le PS après la Rochelle

Je voudrais également dire quelques mots sur l'Université d'été du Parti Socialiste à la Rochelle. Le bilan de cette Université d'été est positif, il y eu des débats de qualité, et une volonté profonde de refonder les idées, le Parti et d'être utile aux français. Martine Aubry est dans une démarche constructive et je veux lui dire mes encouragements pour son travail de rénovation.

Aujourd'hui, le PS doit préparer un grand projet de gauche avec des propositions sociales et crédibles dans lequel les français se reconnaissent. Il faut aujourd'hui aller de l'avant et tourner la page du livre.

## 3 Au plan local

### 3.1 Le redécoupage électoral et mon avenir politique

Le redécoupage est derrière nous : j'ai dit ce que j'avais à dire pour dénoncer les mensonges, les trahisons, les complicités et les duplicités. Je crois que tout le monde a compris et ceux qui avaient encore un doute ont compris avec la visite de Marleix dans notre département...

Mon avenir politique est indépendant du redécoupage : je suis conseiller municipal de Tarbes où j'anime l'opposition et Député pour encore 3 ans. D'ici là, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts et le paysage politique local aura changé avec les régionales, les cantonales et les sénatoriales. On verra bien ce que la vie me réservera, l'important c'est d'être utile à mes concitoyens et, en particulier, à mes électeurs.

### **3.2 Le projet d'hôpital unique**

Un dossier me préoccupe au plus haut point : c'est l'avenir de l'hôpital de Tarbes. Le projet de fusion avec Lourdes et de reconstruction d'un hôpital neuf me paraît ahurissant à bien des égards :

- la gabegie de crédits publics

La création de ce nouvel hôpital constituerait un gaspillage considérable d'argent public puisque d'importants travaux ont été réalisés récemment à l'hôpital de Tarbes où le seront prochainement (coût total de 60 à 70 millions d'euros sur 10 ans). Suite aux problèmes de légionellose, tous les services ont été refaits à l'exception de la pneumo-cardio, de l'ortho et du service consultation. Ces dernières années les blocs opératoires ont été refaits pour un coût de 15 millions d'euros, les urgences pour 1.5 million d'euros, la maternité pour 10 millions d'euros.... Prochainement le hall va être refait, le centre de transfusion tout neuf situé volontairement à proximité de l'hôpital va ouvrir ces portes...

Si la construction d'un nouvel hôpital entre Tarbes et Lourdes, dont le coût avoisinerait les 300 millions d'euros, était avérée, on assisterait alors à un insupportable gaspillage des deniers publics !

Qui va payer tout cela ? Le contribuable, bien sûr, ou plus précisément l'assuré social.

A l'heure des déficits publics considérables une telle irresponsabilité est moralement insoutenable.

- la concurrence avec le secteur privé :

Pour justifier la création d'un nouvel hôpital situé entre Tarbes et Lourdes on nous dit: « il faut concurrencer et affronter le secteur privé » ;

Mais cet argument est contradictoire et paradoxal puisqu'il est évident que l'implantation d'un nouvel hôpital entre Tarbes et Lourdes ne permettrait en aucun cas de concurrencer le secteur privé bien au contraire.

En effet, dans notre département si le secteur privé hospitalier est présent et dynamique sur Tarbes, il est inexistant sur Lourdes, Bagnères ou Lannemezan. Créer un nouvel hôpital entre Tarbes et Lourdes aurait donc pour effet de laisser le champ libre au secteur privé Tarbais, de renforcer l'Ormeau, notamment la maternité.

Toujours au chapitre de la « concurrence » public-privé, ce projet aboutira de facto à une diminution drastique du nombre de lits d'accueil dans l'Hôpital Public. Pourquoi les porteurs de projet ne le disent-ils pas ?

- l'aménagement du territoire et les risques d'érosion

La création de ce nouvel hôpital entraînerait de même de sérieux problèmes en matière d'aménagement du territoire et ne réglerait en aucun cas les difficultés rencontrées au niveau du drainage des populations. Toutes les populations du département à part celles situées entre Tarbes et Lourdes se trouveraient plus éloignées du nouvel hôpital et risqueraient fort de s'orienter soit vers le secteur privé tarbais soit vers les départements, affaiblissant ainsi le secteur public hospitalier des Hautes-Pyrénées.

J'ai interpellé la Ministre et l'ARH cet été et si je ne reçois pas de réponses convaincantes sur ces points je prendrai très vite des initiatives contre ce projet qui menace directement le service public hospitalier.

### 3.3 Au plan tarbais

Je remarque :

- paralysie avec l'exemple de Brauhauban.

Pendant la campagne des municipales fin 2007, début 2008 j'avais dénoncé le caractère mensonger et illégal de l'affiche apposée sur la Halle Brauhauban, j'avais d'ailleurs saisi le Procureur de la république de ce caractère illégal et contraire au code électoral. Mais, bien entendu, ce dernier s'était bien gardé de me répondre.

Aujourd'hui, près de 2 ans après, cette affiche est toujours en place confirmant le caractère mensonger de cette publicité : non seulement cette réalisation ne s'est pas faite mais il y a tout à parier aussi qu'elle n'aura physiquement rien de comparable avec ce que l'on voit sur la photo. Mais le Procureur n'y trouve sans doute toujours rien à redire.



- temps perdu pour rien : le dossier Alstom et de la Zac Séméac-Soues

Je constate qu'après avoir dit pis que pendre des projets de l'équipe précédente le Président du Grand Tarbes s'apprête, d'un jour à l'autre... à adopter exactement notre projet !!

C'est 2 ans de temps et d'argent perdus, 2 ans de perdus pour le dynamisme économique.

Alors, il peut bien raconter que nous aurions eu des visées « pharaoniques » et lui « plus raisonnables » mais d'une part nous n'avions jamais dit que nous ferions 70 000 m<sup>2</sup> de surface mais que c'était la capacité d'accueil de la ZAC à long terme et, d'autre part, il commence par 35 000 m<sup>2</sup> (ce que nous avons grosso modo prévu de faire) en précisant aux détours d'un document « en se réservant le droit de faire plus par la suite ». Où est la différence ? Pourquoi ce temps perdu ?

- enlisement avec GIAT : maintenant une chose est acquise pour GIAT : les tarbaises et les tarbais auront été privés d'un grand débat sur l'avenir du site et sur les grands choix d'aménagement.

C'est le libéralisme économique qui prévaut, le libre-marché, chacun vient y faire ce qu'il souhaite sans ligne directrice...

C'est une formidable occasion de perdue pour l'urbanisme tarbais.

Et encore, on n'est pas au bout des surprises : le dossier de la pollution a été mené en dépit du bon sens au point que tout le monde (commune et Etat via la DREAL) se renvoient la balle et que les dossiers comme le CGR « stagnent » ; quant aux projets dont on commence à entendre parler, de résidence étudiante ou de logements, il exigeront, tôt ou tard, une enquête publique pour modifier le P.O.S. et la vérité sur la dépollution éclatera au grand jour.